PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

APEM

Société anonyme au capital de 10 192 574,70 €.
Siège social : 55, avenue Edouard Herriot, BP 1, 82303 Caussade Cedex.
342 898 384 R.C.S. Montauban.

Rapport semestriel.

A. — Rapport d'activité du conseil d'administration.

Evolution de l'activité du groupe.

Synthèse de l'activité du Groupe au premier semestre.

Le chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2006 s'établit à 37,8 M€, en forte progression de 15% par rapport à 32,9 M€ au premier semestre 2005.
Après une année 2005 marquée par un ajustement de l'activité, le premier semestre 2006 a enregistré une reprise soutenue de la demande sur les marchés de l'électronique et de la commutation en particulier.
Cette bonne performance est le fruit du travail des équipes Apem qui enregistrent des progressions significatives dans l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le Groupe profite notamment des facteurs suivants :
— effet de l'entrée de périmètre de la ligne de produits Joysticks en juin 2005, ce qui contribue pour 0,7 M€ au chiffre d'affaires du premier semestre 2006 ;
— demande soutenue avec l'entrée en vigueur de la directive environnementale européenne RoHs au 1er juillet 2006, notamment pour la reconstitution des stocks dans nos réseaux de distribution ;
— reprise de l'investissement industriel et solidité de la demande des industries automobile et télécom professionnel ;
— développement de l'organisation commerciale et accroissement de l'offre produit dans des applications diversifiées.
Le carnet de commandes au 30 juin 2006 s'établit à 12,1 M€, en augmentation de 17% soit 1,8 M€ comparé à celui du 31 décembre 2005.

Résumé des comptes consolidés.

Compte de résultat consolidé simplifié :

(En millions d'euros)	Juin 2006	Juin 2005	2006/05
Chiffre d'affaires	37,8	32,9	15%
Résultat opérationnel courant	4,9	3,7	32%
En % du C.A.	13,0%	11,2%	
Résultat opérationnel	4,9	3,3	48%
Résultat après impôts	3,2	2,3	39%
Résultat net part du groupe	3,1	2,2	41%

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 37,8 M€, en forte hausse de 15% par rapport à 2005. A taux de change dollar constant, cette progression serait de 14%.
L'activité de la société Apem SA enregistre une progression de 12%, et les filiales commerciales évoluent de manière favorable, affichant pour la plupart des croissances supérieures à 10% :
— en Europe, l'Italie affiche une excellente progression de 48% et confirme son redressement, la Suède enregistre une forte croissance de 36% en monnaie locale, portée notamment par les télécoms professionnels, et l'Angleterre croit de 20%, sous l'effet notamment du développement de la ligne de produits Joysticks. Le Danemark progresse de 18%, l'Allemagne de 15%, et le Benelux enregistre une hausse plus modérée de 6%,
— aux Etats-Unis, l'activité est en augmentation de 12% (en dollar) ;
— en Chine, l'activité globale enregistre une progression de 11% en Rmb, et de 24% pour la part hors groupe du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires par lignes de produits se décompose comme suit :

(En millions d'euros)	Juin 2006	Juin 2005	2006/05
Interrupteurs et divers	32,3	27,3	18%
Claviers	5,5	5,6	-2%
Total	37,8	32,9	15%

Les évolutions sont les suivantes :
— Le chiffre d'affaires des interrupteurs est en forte progression de 18%, et affiche une hausse de 14% hors produits spécifiques pour l'automobile et Joysticks,
— Le chiffre d'affaires des claviers enregistre un léger recul de 2%, mais le carnet de commandes de l'activité est en nette progression. Le résultat opérationnel courant consolidé ressort à 13,0% du chiffre d'affaires comparé à 11,2% à fin juin 2005.
Cette excellente progression résulte de la forte augmentation d'activité (combinée à une bonne tenue des marges), qui permet d'absorber l'augmentation sensible des frais de fonctionnement. Cette dernière est liée avant tout au niveau d'activité, au renforcement du développement commercial et stratégique du Groupe, et à l'accélération de l'innovation produit.
Le résultat opérationnel courant du premier semestre s'établit à 4,9 M€, en forte croissance de 32% comparé au premier semestre 2005.

Les autres produits et charges opérationnels consolidés ressortent négatifs à -35 K€ contre -0,4 M€ au 30 juin 2005.
La charge nette du semestre se décompose comme suit :

Remboursements sur litiges	0,48 M€
Provisions pour restructuration (dotation)	-0,25 M€
Provisions pour litiges (dotation)	-0,25 M€
Autres produits – (charges)	-0,01 M€

Les remboursements pour 0,48 M€ correspondent aux suites de la fermeture en 2003 du site d'Evreux de la société Qwertec. Certains anciens salariés de Qwertec, licenciés au cours de l'exercice 2003, ont intenté une action judiciaire en juin 2004. Le jugement rendu au second semestre 2005, suite à l'action prud'homale, a conduit à la condamnation de la société à l'exécution provisoire du paiement de la somme de 1,2 M€. La société a fait appel du jugement, et a obtenu un jugement en appel favorable en avril 2006 conduisant au remboursement par les salariés de 0,5 M€.
La dotation aux provisions pour restructuration de 0,25 M€ correspond pour l'essentiel à des frais pour suppression de postes.
La dotation aux provisions pour litiges de 0,25 M€ enregistre pour l'essentiel le provisionnement de litiges et contentieux sociaux.
En conséquence le résultat opérationnel s'établit à 4,9 M€, contre 3,3 M€ au 30 juin 2005.
Le résultat financier net consolidé ressort légèrement négatif à 0,03 M€ contre un résultat positif de 0,12 M€ au 30 juin 2005.
La charge d'impôt (impôts exigibles et impôts différés confondus) ressort à 1,6 M€.
Les intérêts minoritaires représentent 0,15 M€, et correspondent, dans certaines filiales étrangères, à la part détenue par le management local.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité ressortent à 4,0 M€, et s'établissent comme suit :
— la capacité d'autofinancement s'établit à 4,8 M€,
— l'impact positif d'impôt (impôt exigible net de l'impôt versé) ressort à 1,4 M€ ;
— l'impact négatif de la variation du BFR lié à l'activité est de 2,2 M€, notamment sous l'effet de l'augmentation nécessaire et maîtrisée des stocks, et de la progression du poste client du fait de l'activité soutenue du premier semestre.
Les investissements incorporels et corporels bruts se sont élevés à 1,5 M€, et se composent essentiellement d'investissements industriels qui concernent plus particulièrement l'optimisation et le développement de l'outil de production.

Les investissements financiers n'enregistrent aucune opération significative.
La trésorerie consolidée s'établit à 7,2 M€ au 30 juin 2006 contre 8,7 M€ au 31 décembre 2005. L'évolution de la trésorerie au cours du premier semestre est tout particulièrement marquée par le paiement du dividende au titre de l'exercice 2005 pour 3,5 M€ au total, à comparer avec 2,9 M€ au total au titre de l'exercice 2004.

Résumé des comptes sociaux.

Compte de résultat simplifié :

(En millions d'euros)	Juin 2006	Juin 2005	2006/05
Chiffre d'affaires	20,0	17,9	12%
Résultat d'exploitation	1,6	1,0	60%
En % du C.A.	8,0%	5,6%	
Résultat financier	2,8	3,3	-15%
Résultat exceptionnel	-0,2	-0,2	
Résultat net	3,6	3,8	-5%

Le chiffre d'affaires atteint 20,0 M€, en hausse de 12% par rapport à 2005.
Le chiffre d'affaires des interrupteurs affiche une forte progression de 17% comparé à l'exercice précédent, porté par la croissance des filiales (ventes interco), les effets du développement commercial, et la bonne tenue des produits spécifiques pour l'automobile. A l'inverse, le chiffre d'affaires des claviers marque légèrement le pas et enregistre un recul de 14%, notamment sous l'effet de la baisse d'activité avec certains clients en France et à l'étranger.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1,6 M€ contre 1,0 M€ en 2005. Cette forte croissance résulte de la hausse d'activité, qui permet d'absorber la croissance nécessaire des frais de fonctionnement, notamment au titre du développement commercial.
Le résultat financier s'établit à 2,8 M€, et est constitué essentiellement des dividendes reçus des filiales pour 2,9 M€ (contre 3,1 M€ en 2005).
Le résultat exceptionnel ressort à -0,2 M€, et enregistre essentiellement des provisions pour litiges et contentieux sociaux.
Le résultat net ressort à 3,6 M€ contre 3,8 M€ en 2005.
Les fonds propres sociaux s'établissent à 31,3 M€ contre 30,9 M€ au 31 décembre 2005.
Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 0,4 M€ contre 0,7 M€ au 31 décembre 2005.
Les titres de participation sont inscrits pour un montant net de 10,6 M€, identique au 31 décembre 2005.

Autres informations.

Activité en matière de recherche et développement.

Les travaux de recherche et développement ont été conduits en continuité avec les exercices précédents et ont déterminé des investissements corporels de production pour un montant de 1,2 M€ soit 3,3% du chiffre d'affaires auquel il convient d'ajouter les frais d'études pris en charges qui portent à 5,9% du chiffre d'affaires l'effort total de recherche et développement du Groupe.

Opérations industrielles et commerciales.

— Accélération de l'innovation produit au sein du Groupe grâce à une coordination accrue entre nos bureaux d'études ;
— Accroissement de la capacité dans nos ateliers de moulage (Montpezat de Quercy et Winchester) et de décolletage ;
— Finalisation de l'intégration de la production des Joysticks sur notre site de Winchester ;
— Démarrage et montée en puissance de la nouvelle unité industrielle en Tunisie (Zaghouan) ;
— Poursuite des investissements destinés à raccourcir les cycles de fabrication, notamment pour les Claviers ;
— Mise en conformité des produits à la directive environnementale européenne RoHs ;
— Intensification de notre action commerciale directe, notamment en France et en Allemagne, et poursuite de l'organisation de nos réseaux de vente ;
— Création d'un bureau de représentation à Shanghai afin d'organiser le développement commercial du Groupe sur la zone Asie Pacifique,
— Renforcement de la coordination entre nos équipes commerciales dans le monde.

Ligne de produits interrupteurs :
— Lancement commercial de la ligne de produits Joysticks dans toute l'Europe et aux Etats-Unis,
— Montée en puissance des produits développés en 2005 tels que la micro-touche destinée aux infrastructures de télécommunication, et le bouton poussoir affleurant et étanche destiné à des environnements sévères ;
— Industrialisation d'une gamme poussoirs et leviers pour applications domestiques ;
— Développement et industrialisation d'un interrupteur à bascule destiné à des applications de transport ;
— Développement et industrialisation d'un nouveau module électrique de serrure ;
— Accroissement de l'offre en produits intégrés (solutions filaires et connecteurs) permettant de répondre aux demandes de nos clients et réduisant globalement le temps de réalisation de leurs propres produits ;
— Extension de la gamme de produit de notre filiale au Danemark (MEC).

Ligne de produits claviers :
— Montée en puissance des claviers multifonctions destinés à l'aéronautique civile ;
— Livraison des premières séries de claviers sécurisés pour des applications de paiement ;
— Livraison des premières séries de claviers militaires de simulation ;
— Développement d'un nouveau produit destiné au marché des ascenseurs.

Perspectives pour l'année 2006.

L'amélioration de la conjoncture enregistrée sur la fin de l'année 2005 s'est très largement confirmée au cours du premier semestre 2006.
Cependant l'économie reste marquée par l'inflation du prix des matières premières, une parité € / $ dégradée en fin de semestre, et les délocalisations de l'industrie électronique vers l'Asie et les pays de l'Est.
Dans ce contexte, Apem envisage une poursuite de sa croissance au second semestre, dans des proportions inférieures à celles du premier semestre, notamment grâce à :
— Son excellent niveau de carnet de commandes au 30 juin 2006 ;
— La progression soutenue de la ligne de produits Joysticks ;
— L'effet des actions mises en place depuis deux ans : accélération de l'innovation produit, renforcement des équipes commerciales, accroissement de la réactivité et de la flexibilité du Groupe.
Comme par le passé, les équipes Apem continueront à poursuivre leurs efforts et s'attacheront tout particulièrement à :
— Développer des produits et des solutions innovantes d'interface et de commutation ;
— Améliorer en permanence leur productivité interne et la coordination inter unités ;
— Renforcer leur présence commerciale, en particulier en Asie, aux Etats-Unis et en Europe Centrale ;
— Servir efficacement leurs clients et leurs marchés traditionnels, tout en progressant sur de nouvelles niches.
Le Groupe, qui bénéficie d'une trésorerie positive et d'une forte capacité d'endettement, poursuit sa stratégie de développement, notamment par acquisitions ciblées.

B. — Comptes semestriels consolidés.

I. — Bilan consolidé au 30 juin 2006.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Juin 2006 montants nets	Décembre 2005 montants nets	Juin 2005 montants nets
Goodwill	2.10	2 898	2 916	2 945
Immobilisations incorporelles	2.11	511	403	337
Immobilisations corporelles	2.12	11 101	11 189	10 962
Immobilisations financières	2.13	175	202	205
Actifs d'impôts différés non courants	2.14	356	344	373
Actif non courant		15 041	15 054	14 822
Stocks et encours	2.15	18 475	16 991	15 828
Clients et comptes rattachés	2.16	16 117	13 339	14 688
Actif d'impôt exigible	2.16	280	844	452
Actifs d'impôts différés	2.14	466	348	449
Autres créances et comptes de régularisation (*)	2.16	2 179	1 918	2 050
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.17	7 487	9 011	11 181
Actif courant		45 004	42 451	44 648
Total de l'actif		60 045	57 505	59 470

(*) Le compte courant avec Nord-Est, inclus dans le poste « Autres créances et comptes de régularisation » dans le bilan du rapport annuel 2005 a été reclassé en « Trésorerie et équivalents de trésorerie » du bilan présenté ci-dessus.

Passif	Notes	Juin 2006 montants nets	Décembre 2005 montants nets	Juin 2005 montants nets
Capital	2.18	10 193	10 193	10 193
Primes / Réserves liées au capital	2.18	2 111	2 107	2 107
Actions détenues en propre	2.18	-1 454	-1 454	
Réserves consolidées		25 692	24 864	24 733
Résultat de l'exercice - part du groupe		3 100	3 954	2 152
Ecarts de conversion		98	590	557
Capitaux propres part du groupe		39 740	40 254	39 742
Intérêts minoritaires		956	1 060	962
Capitaux propres		40 696	41 314	40 704
Provisions pour risques et charges	2.19	561	234	906
Engagements de retraite et autres avantages assimilés	2.20	1 592	1 526	1 598
Passifs d'impôts différés non courants	2.14	398	381	405
Passifs financiers	2.21	57	277	515
Passif non courant		2 608	2 418	3 424
Provisions pour risques et charges	2.22	452	143	413
Passifs financiers à court terme	2.23	710	975	1 459
Fournisseurs et comptes rattachés	2.24	7 201	6 346	6 321
Passif d'impôt exigible	2.24	1 344	551	672
Passifs d'impôts différés	2.14	55	66	47
Autres passifs et comptes de régularisation	2.24	6 979	5 692	6 430
Passif courant		16 741	13 773	15 342
Total du passif		60 045	57 505	59 470

Ce reclassement porte sur 3 117 K€ au 31 décembre 2005, et sur 5 061 K€ au 30 juin 2005.

L'actif non courant s'élève à 15,0 M€, contre 15,1 M€ au 31 décembre 2005, et représente 25% du total du bilan. Le montant des investissements bruts du semestre atteint 1,5 M€.
L'actif courant s'établit à 45,0 M€, contre 42,5 M€ au 31 décembre 2005, et représente 75% du total du bilan. Il intègre les principales variations suivantes :
— une augmentation des stocks de 1,5 M€, notamment sous l'effet de la hausse des stocks de marchandises ;
— une hausse de 2,8 M€ des créances clients sous l'effet de la forte hausse d'activité au cours du premier semestre,
— une diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 1,5 M€.
Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 39,7 M€, contre 40,3 M€ au 31 décembre 2005, et représentent 66% du total du bilan. La variation de -0,5 M€ intègre le versement de la totalité du dividende au cours du premier semestre pour un montant de 3,2 M€.
Le passif non courant s'établit à 2,6 M€, contre 2,4 M€ au 31 décembre 2005, et représente 4% du total du bilan.
Le passif courant s'établit à 16,7 M€, contre 13,8 M€ au 31 décembre 2005, et représente 28% du total du bilan. La variation intègre notamment l'augmentation des dettes fournisseurs (0,9 M€), du passif d'impôt exigible (0,8 M€), et des dettes fiscales et sociales (1,2 M€).

II. — Compte de résultat consolidé au 30 juin 2006.

(En milliers d'euros.)

	Notes	Juin 2006	Juin 2005	Décembre 2005
Chiffre d'affaires	2.1	37 753	32 863	64 776
Autres produits		137	97	264
Variation de stock de produits finis et encours		639	28	577
Consommation en provenance de tiers		-18 328	-15 800	-31 972
Charges de personnel	2.3	-13 044	-11 517	-22 793
Impôts et taxes		-806	-678	-1 320
Amortissements	2.4	-1 181	-1 140	-2 315
Variation des provisions	2.5	-216	-83	-70
Autres produits et charges d'exploitation		-54	-82	-139
Résultat opérationnel courant		4 900	3 688	7 008
Autres produits et charges opérationnels	2.6	-35	-401	-685
Résultat opérationnel		4 865	3 287	6 323
Résultat financier net	2.7	-26	117	132
Résultat avant impôts		4 839	3 404	6 455
Impôts exigibles et différés	2.8	-1 590	-1 106	-2 245
Résultat après impôts		3 249	2 298	4 210
Intérêts minoritaires		149	146	256
Résultat net part du groupe		3 100	2 152	3 954
Résultat net par action (en euros) :	2.9			
Résultat net part du Groupe - non dilué		2,39	1,64	3,00
Résultat net part du Groupe - dilué		2,39	1,64	3,00

III. — Tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2006.

(En milliers d'euros.)

	Juin 2006	Juin 2005	Décembre 2005
Activité opérationnelle :			
Résultat après impôts	3 249	2 298	4 210
Amortissements	1 181	1 140	2 315
Variation des provisions	390	512	-397
Variation des justes valeurs des instruments financiers dérivés	19	23	-13
Charges et produits calculés liés aux stocks-options et assimilés	117	104	235
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	11	-11	-20

Impôts différés	-128	2	128
Sous-total capacité d'autofinancement	4 839	4 068	6 458
Charge d'impôt exigible	1 717	1 104	2 117
Impôt versé	-356	-1 038	-2 552
Variation des stocks	-1 373	-1 559	-2 806
Variations des clients	-2 950	-1 339	-9
Variation des fournisseurs d'exploitation	898	519	553
Variation des autres créances et autres dettes	1 252	1 001	137
Sous-total variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 173	-1 378	-2 125
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 027	2 756	3 898
Activité d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-166	-33	-162
Acquisition d'immobilisations corporelles	-1 297	-814	-2 138
Acquisition d'immobilisations financières	-3	-1 827	-1 852
Produit de cession d'immobilisations	68	11	127
Variation des fournisseurs d'immobilisations	-128	-5	246
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 526	-2 668	-3 779
Activité de financement :			
Augmentation de capital		277	277
Rachat et revente d'actions propres			-1 454
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	-3 239	-2 630	-2 630
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-247	-275	-272
Augmentation des passifs financiers			
Diminution des passifs financiers (capital)	-375	-595	-1 110
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 861	-3 223	-5 189
Incidence des variations de taux de conversion et divers	-65	26	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	-1 425	-3 109	-5 070
Situation à l'ouverture :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 011	14 237	14 237
Soldes créditeurs de banques	-356	-512	-512
Trésorerie à l'ouverture	8 655	13 725	13 725
Situation à la clôture :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 487	11 181	9 011
Soldes créditeurs de banques	-257	-565	-356
Trésorerie à la clôture	7 230	10 616	8 655
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie :	-1 425	-3 109	-5 070

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à 4,0 M€, et se décompose comme suit :
— la capacité d'autofinancement ressort à 4,8 M€ ;
— les mouvements sur impôts s'élèvent à 1,4 M€ ;
— l'impact de la variation du besoin en fonds de roulement s'élève à -2,2 M€, notamment sous l'effet de l'augmentation des stocks et du poste client.
Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'établit à -1,5 M€.
Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement de -3,9 M€ inclut principalement :
— le paiement intégral d'un dividende de 3,5 M€, dont 0,25 M€ payés aux actionnaires minoritaires des filiales ;
— une diminution des passifs financiers de 0,4 M€, sans contracter de nouveaux passifs financiers.
A l'issue des opérations de l'exercice, la trésorerie et équivalents de trésorerie ressort à 7,2 M€, contre 8,7 M€ au 31 décembre 2005.
La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	**30/06/06**	**31/12/05**
Valeurs mobilières de placement	1 964	594
Disponibilités	5 523	5 300
Compte courant Nord Est		3 117

Concours bancaires courants	-257	-356
Total	7 230	8 655

IV. — Variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2006.

(En milliers d'euros.)

Capitaux propres consolidés	Capital	Réserves liées au capital	Actions détenues en propre	Réserves consolidées	Autres réserves stock options	Résultat	Ecart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 1er janvier 2005	10 152	1 996	-142	21 985	240	5 051	-242	39 040	1 148	40 188
Augmentation de capital	61							61		61
Augmentation des primes / réserves		216						216		216
Paiements fondés sur des actions					235			235		235
Opérations sur titres autodétenus	-20	-122	-1 312					-1 454		-1 454
Distribution de dividendes						-2 630		-2 630	-272	-2 902
Affectation du résultat de N-1		17		2 404		-2 421				
Résultat de l'exercice						3 954		3 954	256	4 210
Ecarts de conversion							832	832	17	849
Variation de périmètre									-89	-89
Au 31 décembre 2005	10 193	2 107	-1 454	24 389	475	3 954	590	40 254	1 060	41 314
Augmentation de capital										
Augmentation des primes / réserves										
Paiements fondés sur des actions					117			117		117
Opérations sur titres autodétenus										
Distribution de dividendes						-3 239		-3 239	-247	-3 486
Affectation du résultat de N-1		4		711		-715				
Résultat de l'exercice						3 100		3 100	149	3 249
Ecarts de conversion							-492	-492	-6	-498
Variation de périmètre										
Au 30 juin 2006	10 193	2 111	-1 454	25 100	592	3 100	98	39 740	956	40 696

Apem SA n'a procédé au cours du premier semestre 2006 à aucune augmentation de capital.

En application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », la valeur des options de souscription d'action est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres au compte de « Réserves consolidées », pour un montant de 117 K€ au titre du premier semestre 2006.
Les titres autodétenus correspondent au rachat au cours de l'exercice 2005 de 26 058 actions au prix unitaire moyen de 55,80 €, soit un total de 1,5 M€.
La distribution du dividende au titre de l'exercice 2005 à raison de 2,50 € par action a conduit pour Apem SA au paiement d'un dividende de 3,2 M€.

V. — Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2006.

Note 1. – Principes comptables.

Le Groupe a établi ses comptes conformément aux normes IFRS / IAS à la clôture de l'exercice 2005, et a publié ses premiers comptes IFRS au 30 juin 2005.
L'information financière présentée ci-après dans le cadre de la publication des comptes semestriels est conforme à la norme « IAS 34 » relative à l'information financière intermédiaire.
Les conventions et principes comptables retenus au 30 juin 2006 sont les mêmes que ceux qui ont été appliqués pour les clôtures antérieures présentées.
Les révisions des normes IFRS et IAS publiées et adoptées par l'Union européenne, devenant obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, et pour lesquelles le Groupe pourrait être concerné, sont les suivantes :
IAS 19 révisée « Avantages du personnel » – révision limitée au traitement des écarts actuariels, régime multi-employeurs : le Groupe n'a pas retenu d'option nouvelle qui n'aurait pas été appliquée à la clôture de l'exercice 2005 ;
IAS 21 révisée « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » – amendements relatifs à l'investissement net dans une entité étrangère : la révision telle que publiée et adoptée n'a pas d'incidence sur la présentation des comptes au 30 juin 2006 ;
IAS 39 révisée « Instruments financiers, comptabilisation et évaluation » – couverture des flux de trésorerie au titre des transactions intragroupe futures : la révision telle que publiée et adoptée était déjà appliquée à la clôture de l'exercice 2005.
Les autres révisions sont non applicables au Groupe, et aucune norme ou révision de norme applicable par anticipation n'a été retenue à la clôture au 30 juin 2006.

Les interprétations IFRIC 4 à 6, devenant obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, ont été analysées comme suit :
L'IFRIC 4 « Détermination d'un accord contenant un contrat de location » (soumis à la norme IAS 17) a fait l'objet d'une analyse détaillée et est non applicable au sociétés du Groupe, ou a un effet non significatif ;
Les IFRIC 5 et 6 sont non applicables au Groupe.

1.1. Consolidation. — La méthode par intégration globale est appliquée à toutes les filiales sur lesquelles le Groupe Apem exerce un contrôle exclusif.
Il n'existe aucune entreprise répondant aux critères de contrôle conjoint, ni d'entreprise sur laquelle est exercée une influence notable.
Les sociétés non significatives ou ne représentant qu'un intérêt négligeable pour le Groupe ne sont pas consolidées. Tel est le cas de Proto-El France, sous-filiale d'Apem Italia Srl, et n'exerçant plus d'activité.
Les sociétés nouvellement acquises sont consolidées dès la date de prise de contrôle : tous les actifs et les passifs sont comptabilisés à leur juste valeur ; la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis est inscrite à l'actif comme goodwill.
Les comptes réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges, enregistrant les transactions réalisées entre les sociétés consolidées sont éliminés.
La date de clôture de l'ensemble des sociétés consolidées est le 31 décembre, l'exercice étant de 12 mois.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères. — Les filiales ont généralement pour monnaie de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions.
Leur bilan est converti au taux de clôture ; leur compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les goodwills enregistrés dans les filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

1.3. Opérations en monnaies etrangères. — La comptabilisation et l'évaluation des opérations en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».
En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :
— en marge opérationnelle pour les transactions commerciales ;
— en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières.
Les pertes de change latentes enregistrées dans les comptes sociaux de la société-mère, et relatives à des avances financières (assimilées à des quasi fonds propres), sont intégralement neutralisées dans la consolidation.
Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits en note 1.12.C. En conséquence, les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en monnaies étrangères sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque période.
L'écart de réévaluation constaté est comptabilisé :
— en marge opérationnelle pour les transactions commerciales ;
— en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières ;
— directement en capitaux propres pour les transactions futures (pour la part efficace des couvertures). Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat à la date de réalisation des opérations couvertes. La variation de valeur de la part inefficace des couvertures de flux futurs est comptabilisée en résultat en « Résultat financier ».

1.4. Recours a des estimations. — L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

1.5. Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de biens et de services à des tiers, déduction faite des remises commerciales, des escomptes commerciaux accordés aux clients, et ajusté des écarts de change réels ou latents sur opérations commerciales tels que décrits en note 1.3.
Conformément à la norme IAS 18 « Revenus » les ventes sont enregistrées en compte de résultat lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

1.6. Frais d'études, de recherche et de développement. — Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés s'ils remplissent certaines conditions décrites en note 1.9.A.
En application de cette norme, tous les frais de recherche, ainsi que les frais d'étude et de développement autres que ceux décrits en note 1.9.A, sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.7. Résultat opérationnel courant. — Le Groupe utilise notamment le « résultat opérationnel courant' comme indicateur de performance.
Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :
— des « Autres produits et charges opérationnels » qui comprennent principalement l'effet :
- des frais de restructuration ;
- des pertes et profits et variations de provisions couvrant des événements exceptionnels, c'est-à-dire soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement ;

- des plus ou moins values ou dépréciations d'actifs ;
— des dépréciations non courantes de goodwill ;
— du résultat financier ;
— des impôts courants et différés ;
— du résultat net des sociétés mises en équivalence.

Cette présentation est conforme à la recommandation CNC n°2004-R.02 du 27 octobre 2004 (relative au format du compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et tableau de variation des capitaux propres des entreprises sous référentiel comptable international).

1.8. Goodwills. — Les goodwills représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.
Les goodwills ne sont plus amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».
Ils font l'objet d'un test de perte de valeur :
— avant la fin de l'exercice d'acquisition ;
— une fois par an au minimum ;
— dès l'apparition d'indices de perte de valeur.
La méthodologie retenue, conformément à IAS 36, consiste à comparer les valeurs recouvrables des sociétés du Groupe faisant l'objet d'un test de perte de valeur, à la valeur nette comptable des groupes d'actifs correspondants (y compris les goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux futurs d'exploitation sur une durée de 10 ans, et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût moyen pondéré du capital. Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles.

1.9. Immobilisations incorporelles.
A. Frais d'étude et de développement. — Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :
— son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
— qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
— et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.
Les autres frais de développement et d'étude sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

B. Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises. — Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels.
Les autres immobilisations incorporelles (brevets, licences et marques essentiellement) sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue, sans excéder quinze ans.

1.10. Immobilisations corporelles.

A. Valeur brute. — Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.
Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.
Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

B. Amortissement. — L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

Aménagements des terrains	5 à 15 ans
Constructions	15 à 20 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

1.11. Dépréciation des éléments de l'actif immobilise. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le Groupe aux goodwills (cf note 1.8).

1.12. Actifs et passifs financiers. — Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, y compris les instruments dérivés, et la trésorerie.
Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés et les dettes d'exploitation.
L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

A. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers.

Actifs détenus jusqu'à échéance. — Ces actifs sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance, et correspondent principalement à des cautions. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition après déduction de toute perte de valeur. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat lorsqu'une perte de valeur durable est constatée.

Prêts et créances. — Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts d'acquisition. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs détenus à des fins de transaction. — Les actifs financiers détenus par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme sont classés dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées en résultat. Cette catégorie comprend notamment les parts d'OPCVM de trésorerie et les titres de créances négociables, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.
Les actifs financiers courants sont affectés au poste de bilan « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

B. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers. — A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

C. Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés. — Les engagements du Groupe exposés aux risques de change sont essentiellement concentrés dans la société-mère qui couvre les positions de change à l'aide de contrats de vente à terme, et ponctuellement à l'aide d'achat d'options de vente.
Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.
Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :
— une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux de change ou d'intérêt ;
— une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou futurs.
La comptabilité de couverture est applicable si :
— la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
— l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.
L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :
— pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
— pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette, la variation de juste valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan.
La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en « Résultat financier ». Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

1.13. Stocks. — Conformément à la norme IAS 2 « Stocks » les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal, les charges directes et indirectes de production.
Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

1.14. Impôts différés. — Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les différences sont temporaires lorsqu'elles doivent s'inverser dans un avenir prévisible.
Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures.
Conformément à la norme, les impôts différés actifs et passifs sont compensés pour une même entité fiscale.
Les impôts différés sont valorisés au taux d'impôt propre à chaque société, et notamment au taux normal de 33 1/3 pour la société-mère.

1.15. Provisions. — Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

1.16. Engagements de retraite et assimilés. — Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés de la société-mère sont intégralement provisionnés ou couverts par une compagnie d'assurance, et représentent le montant actualisé et probabilisé des indemnités conventionnelles inhérentes aux départs en retraite, et augmentées des charges assises sur les rémunérations. Les évaluations sont effectuées régulièrement pour les principaux régimes en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.
La méthode de calcul intègre principalement :
— une hypothèse de date et de modalité de départ à la retraite ;
— un taux d'actualisation financière ;
— un taux d'inflation ;
— des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Il n'y avait pas d'écarts actuariels non comptabilisés à la date de passage aux normes IFRS.
Pour les filiales du Groupe, les provisions ont été constituées en fonction des législations locales.
Les engagements sociaux et assimilés qui font également l'objet d'un provisionnement sont, pour la société-mère, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail.
Certains avantages sont fournis dans le cadre de régimes à cotisations définies. Les cotisations relatives à ces régimes sont inscrites en charge au titre des exercices auxquels elles se rattachent.

1.17. Plans de souscription et d'achat d'actions. — Des options d'achat et de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale (car il s'agit de plans dénoués en instruments de capitaux propres).
La valeur des options est estimée selon les pratiques courantes de marché (modèle de Black & Scholes). Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité - période d'acquisition des droits - avec une contrepartie directe en capitaux propres.
Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

1.18. Titres d'autocontrôle. — Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Note 2. – Notes aux états financiers.

2.1. Information sectorielle. — Au sens de l'IAS 14 « Informations sectorielles » Apem n'opère que sur un seul secteur d'activité.
L'information sectorielle est détaillée comme suit par zones géographiques :

(En milliers d'euros)	France	Union Européenne hors France	Etats-Unis	Autres	Total
Au 30 juin 2006 :					
Chiffre d'affaires (1)	10 067	19 259	4 849	3 578	37 753
Valeur comptable des actifs (2)	27 642	24 017	5 283	3 103	60 045
Investissements immob. Corporelles et incorporelles (2)	819	537	9	98	1 463
Au 30 juin 2005 :					
Chiffre d'affaires (1)	9 037	16 936	4 036	2 854	32 863
Valeur comptable des actifs (2)	29 738	21 478	5 393	2 861	59 470
Investissements immob. Corporelles et incorporelles (2)	420	356	14	58	848
Au 31 décembre 2005 :					
Chiffre d'affaires (1)	16 861	33 144	9 367	5 404	64 776
Valeur comptable des actifs (2)	26 819	22 056	5 409	3 221	57 505
Investissements immob. Corporelles et incorporelles (2)	1 146	964	35	155	2 300

(1) Selon la situation géographique du client.
(2) Selon l'implantation géographique des actifs.

2.2. Regroupements d'entreprises. — Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » les regroupements postérieurs au 1er janvier 2004 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.
Ainsi, lors de l'acquisition à 100% de la société O.C.S Ltd en juin 2005, les actifs, passifs et passifs éventuels de la société ont été évalués à leur juste valeur. L'écart représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la part dans les actifs nets évalués à leur juste valeur a été comptabilisé en goodwill, et représente un montant de 1,8 M€.

Le montant des produits des activités ordinaires enregistré depuis la date d'acquisition d'OCS Ltd est de :
— 0,6 M€ de juin à décembre 2005 ;
— 0,7 M€ au 1er semestre 2006.
Le résultat inclus dans les comptes consolidés depuis la date d'acquisition est non significatif.

2.3. Charges de personnel. — Les charges de personnel se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Charges de retraite à prestations définies	66	74	2
Paiements fondés sur des actions	117	104	235
Autres charges de personnel	12 861	11 339	22 556
Total	13 044	11 517	22 793

2.4. Amortissements :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Amortissements des immobilisations incorporelles	57	32	104
Amortissements des immobilisations corporelles	1 124	1 108	2 211
Amortissements	1 181	1 140	2 315

2.5. Variation des provisions :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Dotations aux provisions	279	110	163
Reprises de provisions	-63	-27	-93

Total	216	83	70

Au 30 juin 2006, la dotation aux provisions de 279 K€ intègre un montant de 130 K€ relatif au provisionnement de litiges salariés.

2.6. Autres produits et charges opérationnels :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Résultat sur cessions d'immobilisations	-11	10	20
Reprise de perte de valeur sur actifs			9
Dotation de perte de valeur sur actifs			
Frais de restructurations - paiements			-1 528
Frais de restructurations - mouvements sur provisions	-254	-442	680
Autres produits	481	50	221
Autres charges	-251	-19	-87
Total	-35	-401	-685

Au 30 juin 2006. — Les frais de restructuration correspondent pour l'essentiel à des charges pour suppression de postes.
Les autres produits enregistrent pour l'essentiel le remboursement de 0,5 M€ par d'anciens salariés de la société Qwertec suite au jugement en appel d'avril 2006 (la société avait procédé au cours de l'exercice 2005 à l'exécution provisoire du paiement de la somme de 1,2 M€ au titre du premier jugement).
Les autres charges enregistrent le provisionnement de litiges et contentieux sociaux.
Au 30 juin 2005. — Les frais de restructuration correspondent pour l'essentiel à des charges pour suppression de postes et à un complément de provision au titre de litiges avec d'anciens salariés.
Au 31 décembre 2005. — Les frais de restructuration correspondent pour l'essentiel à des charges pour suppression de postes, et au paiement de 1,5 M€ au titre de litiges avec d'anciens salariés (pour l'essentiel dans le cadre de la fermeture en 2003 du site d'Evreux de la société Qwertec).

2.7. Résultat financier net :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Produits d'intérêts	44	114	200
Produits nets sur cession de valeur mobilière de placement	9	26	40
Total des produits de trésorerie	53	140	240
Intérêts et charges assimilées	-66	-79	-155
Total coût de l'endettement financier net	-13	61	85
Résultat de change	-21	52	38
Autres produits et charges financiers nets	8	4	9
Total des autres produits et charges financiers	-13	56	47
Total	-26	117	132

2.8. Impôts exigibles et différés.

Composants de la charge d'impôt :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Impôt exigible	1 717	1 104	2 117
Dont impôt exigible sur l'exercice	1 709	1 095	2 108
Dont ajustements au titre d'exercices antérieurs et autres	8	9	9
Impôt différé	-127	2	128
Dont immobilisations incorporelles et corporelles	10	26	51
Dont engagements envers le personnel	-11	-19	10
Dont provisions	-85	-23	-11
Dont déficits fiscaux	-8	32	34

Dont autres	-33	-14	44
Total	1 590	1 106	2 245

Explication de la charge d'impôt :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Résultat net avant impôt	4 839	3 404	6 455
Taux d'impôt de la société-mère	34,43%	33,83%	33,83%
Profit (charge) d'impôt théorique	1 666	1 151	2 184
Incidence des variations de taux d'impôt	4	5	-11
Incidence des taux d'imposition étrangers	-80	-127	-137
Incidence des différences permanentes	117	120	228
Incidence des différences temporaires non activées		-56	-56
Incidence des déficits de l'exercice non activés		30	29
Autres incidences	-117	-17	8
Profit (charge) d'impôt	1 590	1 106	2 245

Au 30 juin 2006, la charge d'impôt intermédiaire est déterminée en appliquant le taux moyen effectif annuel au résultat du semestre.

2.9. Résultat net par action. — Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.
Il est par ailleurs donné après effet dilutif de la levée des options d'achats et de souscription d'actions, calculé suivant la méthode du rachat d'actions. Conformément à la norme IAS 33, les instruments ayant un effet anti-dilutif n'ont pas été retenus dans le calcul. Les instruments dilutifs ne concernent que des options d'achats et de souscription d'actions

Les mouvements sur actions se traduisent comme suit :

	Actions ordinaires émises		Actions auto-détenues		Actions en circulation	
	Clôture	Moyenne pondérée	Clôture	Moyenne pondérée	Clôture	Moyenne pondérée
Nombre d'actions au 31 décembre 2005	1 323 711	1 321 229	27 940	2 762	1 295 771	1 318 467
Acquisitions, cessions, contrat de liquidité		1 814	-1 461	23 903	1 461	-22 089
Annulation d'actions						
Levées d'options de souscription / achat						
Nombre d'actions au 30 juin 2006	1 323 711	1 323 043	26 479	26 665	1 297 232	1 296 378

Le résultat par action s'établit comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Résultat non dilué			
Résultat net part du groupe	3 100	2 152	3 954
Nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice	1 296 378	1 314 853	1 318 467
Résultat par action non dilué (en euros)	2,39	1,64	3,00
Résultat dilué			
Résultat net part du groupe	3 100	2 152	3 954
Ajustement pour effet dilutif (options de souscription et d'achat d'actions)			
Total	3 100	2 152	3 954
Nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice	1 296 378	1 314 853	1 318 467

Ajustement pour effet dilutif (options de souscription et d'achat d'actions)			
Total	1 296 378	1 314 853	1 318 467
Résultat par action dilué (en euros)	2,39	1,64	3,00

2.10. Goodwill. — Les goodwill ne sont plus amortis depuis la date de transition aux IFRS conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet annuellement d'un test de perte de valeur qui consiste à mesurer la valeur recouvrable des sociétés du Groupe faisant l'objet de ce test. Les tests de perte de valeur sont réalisés à la clôture annuelle.
A la clôture de l'exercice 2005, Apem a réalisé les tests de perte de valeur sur les goodwills se rattachant aux sociétés MEC A/S (goodwill de 968 K€) et Apem Components Ltd. (goodwill résultant de l'acquisition de la société O.C.S Ltd. de 1 763 K€). Le test annuel sur les goodwills n'a pas conduit à constater de perte de valeur à la clôture 2005.
Au 30 juin 2006, il n'existe pas de facteur conduisant à anticiper une perte de valeur sur les goodwills (faisant l'objet d'un test annuel à la clôture de chaque exercice).
Les goodwills se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	Brut	Amortis-sements et pertes de valeur	Net
Au 1er janvier 2005	5 602	-4 449	1 153
Acquisitions	1 763		1 763
Différences de conversion	57	-57	
Au 31 décembre 2005	7 422	-4 506	2 916
Acquisitions			
Différences de conversion	-49	31	-18
Au 30 juin 2006	7 373	-4 475	2 898

L'augmentation des goodwills au 31 décembre 2005 pour 1 763 K€ correspond à l'acquisition de la société OCS Ltd par Apem Components Ltd (cf note 2.2 « Regroupements d'entreprises »).

2.11. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes :

(En milliers d'euros)	Concessions brevets licences	R & D	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	2 010	370	1 469	3 849
Acquisitions	162			162
Cessions	-28			-28
Différences de conversion	-2	-2	180	176
Au 31 décembre 2005	2 142	368	1 649	4 159
Acquisitions	166			166
Cessions	-77			-77
Différences de conversion	-1		-97	-98
Au 30 juin 2006	2 230	368	1 552	4 150

Amortissements et pertes de valeur :

(En milliers d'euros)	Concessions brevets licences	R & D	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	-1 664	-370	-1 469	-3 503
Amortissements	-103			-103
Cessions	26			26
Différences de conversion	2	2	-180	-176
Au 31 décembre 2005	-1 739	-368	-1 649	-3 756
Amortissements	-57			-57
Cessions	77			77

Différences de conversion			97	97
Au 30 juin 2006	-1 719	-368	-1 552	-3 639

Valeur nette comptable :

(En milliers d'euros)	Concessions brevets licences	R & D	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	346			346
Acquisitions	162			162
Amortissements	-103			-103
Cessions	-2			-2
Au 31 décembre 2005	403			403
Acquisitions	166			166
Amortissements	-57			-57
Cessions				
Différences de conversion	-1			-1
Au 30 juin 2006	511			511

Frais de recherches et développement enregistrés en charges de la période :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Amortissements de recherches et développement			
Autres charges	994	893	1 789
Total	994	893	1 789

2.12. Immobilisations corporelles.

Valeurs brutes :

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	972	6 845	27 004	4 264	39 085
Acquisitions		57	931	1 047	2 035
Cessions		-10	-25	-458	-493
Regroupements d'entreprises			103		103
Différences de conversion	51	283	215	103	652
Reclassements et autres variations			30	36	66
Au 31 décembre 2005	1 023	7 175	28 258	4 992	41 448
Acquisitions		48	867	382	1 297
Cessions		-6	-475	-308	-789
Différences de conversion	-26	-150	-118	-88	-382
Reclassements et autres variations			118	-118	
Au 30 juin 2006	997	7 067	28 650	4 860	41 574

Amortissements et pertes de valeur :

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	-101	-3 635	-21 550	-2 924	-28 210
Amortissements	-11	-326	-1 379	-494	-2 210
Cessions		10	20	391	421
Différences de conversion		-64	-125	-71	-260

Au 31 décembre 2005	-112	-4 015	-23 034	-3 098	-30 259
Amortissements	-5	-167	-704	-247	-1 123
Cessions		5	474	260	739
Différences de conversion		42	75	53	170
Au 30 juin 2006	-117	-4 135	-23 189	-3 032	-30 473

Valeur nette comptable :

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	871	3 210	5 454	1 340	10 875
Acquisitions		57	931	1 047	2 035
Amortissements	-11	-326	-1 379	-494	-2 210
Cessions			-5	-67	-72
Regroupements d'entreprises			103		103
Différences de conversion	51	219	90	32	392
Reclassements et autres variations			30	36	66
Au 31 décembre 2005	911	3 160	5 224	1 894	11 189
Acquisitions		48	867	382	1 297
Amortissements	-5	-167	-704	-247	-1 123
Cessions		-1	-1	-48	-50
Différences de conversion	-26	-108	-43	-35	-212
Reclassements et autres variations			118	-118	
Au 30 juin 2006	880	2 932	5 461	1 828	11 101

Les contrats de location financement n'ont pas fait l'objet de retraitements compte tenu de leur impact non significatif sur le résultat, les capitaux propres d'ouverture, et la présentation du bilan.

2.13. Immobilisations financières :

(En milliers d'euros)	30/06/06		31/12/05	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Créances et prêts	1	1	1	1
Autres	174	174	201	201
Total	175	175	202	202

Les immobilisations financières correspondent à des actifs détenus jusqu'à l'échéance.

2.14. Impôts différés :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Impôt différé actif par catégories de différences temporaires :		
Immobilisations incorporelles et corporelles	27	40
Engagements envers le personnel	356	344
Provisions	227	136
Déficits fiscaux	221	272
Instruments financiers	3	-3
Autres	224	198
Total	1 058	987
Réduction des actifs d'impôts différés	-236	-295
Actifs d'impôts différés (avant compensation)	822	692
Impôt différé passif par catégories de différences temporaires :		

Immobilisations incorporelles et corporelles	213	216
Provisions	240	231
Passifs d'impôts différés (avant compensation)	453	447
Total impôt différé net	369	245

Montré comme suit au bilan :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Impôt différé actif	822	692
Impôt différé passif	453	447
Total	369	245

La variation de la période est intégralement prise en résultat.

Différences temporelles n'ayant pas donné lieu à la constatation d'un impôt différé (en impôt) :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Déficit	213	272
Autres différences temporelles	23	23

Echéance des déficits fiscaux n'ayant pas donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé (en base) :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Année N		
Année N+1	150	
Année N+2	241	72
Année N+3	75	241
Année N+4		241
Année N+5		241
Plus de 5 ans	180	29
Total	646	824

Les déficits fiscaux présentés ci-dessus n'ont pas donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé dans la mesure où ils ne semblent pas récupérables dans un avenir suffisamment proche.

2.15. Stocks. — Décomposition du montant net :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Matières premières	7 028	7 100
Encours de production et produits finis	7 700	7 369
Marchandises	6 978	6 068
Total – brut	21 706	20 537
Dépréciation	-3 231	-3 546
Total – net	18 475	16 991

Variation de la dépréciation sur l'exercice :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	30/06/05 6 mois	31/12/05 12 mois
Ouverture	-3 546	-3 101	-3 101
Dotation	-214	-507	-643
Reprise (provision utilisée)	319	206	252
Reprise (provision non utilisée)	183	6	

Différences de conversion	27	-52	-54
Clôture	-3 231	-3 448	-3 546

2.16. Clients, actif d'impôt exigible et autres créances :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Clients – brut	16 300	13 496
Dépréciation	-183	-157
Clients – net	16 117	13 339
Actif d'impôt exigible	280	844
Avances et acomptes sur commandes	8	8
Créances fiscales (hors IS) et sociales	774	790
Autres créances (hors impôts différés) – brut	638	549
Dépréciation des autres créances	-7	
Charges constatées d'avance	766	562
Comptes de régularisation		
Instruments financiers dérivés actifs		9
Total autres créances	2 179	1 918
Total	18 576	16 101

Ventilation des clients, actif d'impôt exigible et autres créances (valeurs brutes) :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
A moins d'un an	18 233	15 746
A plus d'un an et moins de cinq ans	533	512
A plus de cinq ans		
Total	18 766	16 258

2.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

(En milliers d'euros)	30/06/06		31/12/05	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Parts de Sicav et FCP	1 964	1 964	594	594
Compte courant Nord-Est			3 117	3 117
Disponibilités	5 523	5 523	5 300	5 300
Total	7 487	7 487	9 011	9 011

Les parts de Sicav et FCP sont intégralement détenues à des fins de transaction.

Ventilation des actions, obligations, et parts de Sicav et FCP par type de taux (valeurs brutes) :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Taux fixe		
Taux variable	1 964	594
Total	1 964	594

2.18. Capital et réserves. — Le capital se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/06			31/12/05		
	Nombre	Nominal (€)	Montant	Nombre	Nominal (€)	Montant
Capital						
Nombre d'actions à l'ouverture	1 323 711	7,70	10 193	1 318 391	7,70	10 152

Augmentation de capital		7,70		7 941	7,70	61
Annulation d'actions propres		7,70		-2 621	7,70	-20
Nombre d'actions à la clôture	1 323 711	7,70	10 193	1 323 711	7,70	10 193

Les primes et réserves liées au capital se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Primes / réserves liées au capital		
Réserve légale	1 019	1 015
Primes d'émission	1 092	1 092
Total	2 111	2 107

L'augmentation de la réserve légale pour un montant de 4 K€ au 30 juin 2006 résulte de l'affectation du résultat 2005.
Les titres autodétenus sont comme suit :

Titres autodétenus (en milliers-d'euros)	30/06/06			31/12/05		
	Nombre	Prix moyen pondéré (€)	Montant	Nombre	Prix moyen pondéré (€)	Montant
Nombre d'actions à l'ouverture	26 058	55,80	1 454	2 621	54,24	142
Rachat d'actions propres				26 058	55,80	1 454
Annulation d'actions propres				-2 621	54,24	-142
Nombre d'actions à la clôture	26 058	55,80	1 454	26 058	55,80	1 454

Conformément au programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale du 25 avril 2005, la société a procédé au cours de l'exercice 2005 au rachat de 26 058 actions au prix moyen de 55,80 € et pour un montant total de 1 454 K€.
Aucun rachat ou annulation d'actions propres n'a été opéré au premier semestre 2006.

Distribution de dividendes :

Dividende	Global (en K€)	Par action (en €)
Dividende versé au titre de 2004	2 630	2,00
Dividende versé au titre de 2005	3 239	2,50

2.19. Provisions non courantes :

Valeur au bilan:

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Litiges et contentieux	551	220
Restructurations		
Autres	10	14
Total	561	234

Variation des provisions sur l'exercice :

(En milliers d'euros)	Litiges et contentieux	Restructurations	Autres	Total
Au 1er janvier 2006	220		14	234
Dotations	357			357
Reprises (provisions utilisées)				
Reprises (provisions non utilisées)	-26		-4	-30
Au 30 juin 2006	551		10	561

Echéances attendues :

(En milliers d'euros)	Litiges et contentieux	Restructurations	Autres	Total
De 1 à 5 ans	551			551
Plus de 5 ans			10	10
Total	551		10	561

2.20. Engagements envers le personnel. — Les engagements du Groupe Apem concernent principalement la société-mère et sont relatifs aux indemnités de fin de carrière et aux gratifications concernant les médailles du travail.

Valeur au bilan :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Valeur actualisée des obligations partiellement ou totalement financées	1 771	1 713
Valeur des fonds	-430	-420
Valeur actualisée des obligations non financées	251	233
Ecarts actuariels non encore comptabilisés		
Total	1 592	1 526

Variation des obligations au titre des régimes à prestations définies :

(En milliers d'euros)	30/06/06
Obligations à l'ouverture	1 946
Coût normal de la période	76
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	40
Pertes et gains actuariels générés	14
Prestations versées	-54
Obligations à la clôture	2 022

Variation de la valeur des fonds :

(En milliers d'euros)	30/06/06
Valeur des fonds à l'ouverture	-420
Rendement attendu des flux	-10
Prestations payées par les fonds	
Valeur des fonds à la clôture	-430

Charges comptabilisées au compte de résultat :

(En milliers d'euros)	30/06/06
Coût normal de la période	76
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	40
Rendement attendu des flux	-9
Amortissement des pertes et gains actuariels	
Total	107

Principales hypothèses actuarielles :

(En %)	30/06/06
Taux d'actualisation (*)	2,50%
Taux d'augmentation des salaires (*)	1,60%

Taux de rendement attendu des actifs	4,50%
Taux d'inflation	2,00%
(*) Taux au-delà de l'inflation.	

2.21. Passifs financiers non courants.

Détail des passifs financiers :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Emprunts auprès des établissements de crédit	57	277
Emprunts divers		
Total	57	277

Passifs financiers par échéances :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
A plus d'un an et moins de cinq ans	57	277
A plus de cinq ans		
Total	57	277

Passifs financiers par monnaies étrangères :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Euros	14	186
Autres	43	91
Total	57	277

Passifs financiers par type de taux :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Taux fixe		5
Taux variable	57	272
Total	57	277

Passifs financiers soumis à covenants. — Certains crédits sont assortis de l'engagement de respecter certains ratios financiers ou covenants juridiques usuels.
Le montant des passifs financiers dont l'exigibilité est conditionnée au respect des ratios financiers s'élève à 14 K€ au 30 juin 2006.

2.22. Provisions courantes.
Valeur au bilan :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Litiges et contentieux	72	68
Restructurations	255	1
Autres	125	74
Total	452	143

Variation des provisions sur l'exercice :

(En milliers d'euros)	Litiges et contentieux	Restructurations	Autres	Total
Au 1er janvier 2006	68	1	74	143
Dotations	16	260	83	359
Reprises (provisions utilisées)	-12			-12
Reprises (provisions non utilisées)			-32	-32

Différences de conversion		-6		-6
Au 30 juin 2006	72	255	125	452

2.23. Passifs financiers courants.
Détail des passifs financiers :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Concours bancaires courants	257	356
Partie courante des passifs financiers à long terme	453	619
Emprunts auprès des établissements de crédit (court terme)		
Total	710	975

Passifs financiers par monnaies étrangères :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Euros	369	530
Autres	341	445
Total	710	975

Passifs financiers par type de taux :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Taux fixe	36	146
Taux variable	674	829
Total	710	975

2.24. Passifs d'exploitation :

(En milliers d'euros)	30/06/06			31/12/05		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Fournisseurs	7 200	1	7 201	6 345	1	6 346
Dette d'impôt exigible	1 344		1 344	551		551
Autres dettes	6 891	88	6 979	5 624	68	5 692
Total	15 435	89	15 524	12 520	69	12 589

Détail des autres dettes :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Dettes fiscales et sociales (hors impôt sur les bénéfices)	5 996	4 757
Autres dettes	966	935
Comptes de régularisation	8	
Instruments financiers dérivés passifs	9	
Total autres dettes	6 979	5 692

2.25. Instruments financiers dérivés :

(En milliers d'euros)	30/06/06			31/12/05		
	valeur nominale	justes valeurs positives	justes valeurs négatives	valeur nominale	justes valeurs positives	justes valeurs négatives
Instruments de change :						
Contrats de change à terme ferme USD	455		-6	737	12	

Contrats de change à terme ferme GBP	946		-3	384		-3
Total	1 401		-9	1 121	12	-3

Les instruments financiers dérivés mis en place par le Groupe satisfont aux critères de comptabilité de couverture (couverture de juste valeur).

2.26. Effectif global moyen :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Cadres	84	81
Employés	248	258
Ouvriers	895	806
Total	1 227	1 145

2.27. Plans d'intéressement au capital. — Plans d'intéressement au capital (options de souscription d'actions) :

(En euros)	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix d'exercice
En circulation au 1er janvier 2006	55 000	50,60
Octroyées		
Ajustées		
Exercées		
Annulées		
Echues		
En circulation au 30 juin 2006	55 000	50,60

Echéances des options :

	Plan n°2	Plan n°3
Date d'assemblée	22 mai 2003	25 avril 2005
Date du conseil d'administration	22 mai 2003	25 avril 2005
Nombre total d'options de souscription ou d'achat (limites de l'autorisation)	30 000	30 000
Nombre total d'options de souscription ou d'achat (consenties à l'origine)	30 000	25 000
Nombre total de bénéficiaires à l'origine	1	11
Nombre total de bénéficiaires au 30 juin 2006	1	11
Point de départ d'exercice des options	1er juillet 2005 (1)	1er juillet 2007
Date d'expiration	22 mai 2009	25 avril 2011
Prix de souscription ou d'acquisition d'origine (en €)	40,00	63,33
Prix de souscription ou d'acquisition après réajustement en application des articles 174-12 et 174-13 du décret du 23 mars 1967 (en €)	40,00	63,33
Nombre d'options existantes après réajustement en application des articles 174-12 et 174-13 du décret du 23 mars 1967	30 000	25 000
Nombre d'actions souscrites ou acquises au 30 juin 2006		
Nombre d'actions restant à souscrire ou à acquérir	30 000	25 000

(1) Exercice par tranches de tiers et sous condition des résultats d'exploitation.

Valeur des options et comptabilisation :
Les options sont évaluées selon le modèle de Black & Scholes.
Les hypothèses retenues pour la valorisation de la juste valeur des options sont les suivantes :

	Plan n°2	Plan n°3
Volatilité attendue	36%	32%

Taux sans risque appliqué	4,4%	3,1%
Taux de distribution	3,0%	3,0%

La charge comptabilisée sur le premier semestre 2006 au titre de ces plans est de 117 K€ (en charges de personnel avec pour contrepartie les réserves consolidées).

2.28. Engagements hors bilan. — Passifs financiers couverts par des sûretés réelles :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Hypothèques sur immeubles	126	181
Nantissement de titres		
Nantissement de matériel		85
Nantissement de fonds de commerce		
Total	126	266

Paiements minimaux futurs des locations :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Locations simples	2 266	1 984

Echéancier des paiements des locations :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Moins d'un an	466	520
Plus d'un an et moins de cinq ans	922	537
Plus de cinq ans	878	927
Total	2 266	1 984

Engagements de rachat de titres. — Néant.

Autres engagements donnés :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Autres cautions et sûretés au profit de tiers	166	167
Autres engagements donnés		236
Total	166	403

Engagements reçus :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Avals, cautions et garanties reçues	113	113
Engagements financiers	15 000	15 000
Autres engagements reçus	492	472
Total	15 605	15 585

Les engagements financiers reçus pour 15 M€ correspondent à des conventions de crédit.
Les Autres engagements reçus intègrent les engagements d'indemnités de départ à la retraite couverts par une compagnie d'assurances pour 439 K€.

2.29. Transactions avec les parties liées. — Les transactions avec la société-mère sont détaillées comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/06 6 mois	31/12/05 1 2 mois
Consommations en provenance de tiers	-647	-1 184
Intérêts financiers	15	97

Les actifs et passifs inscrits au bilan relatifs à la société-mère sont les suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/06	31/12/05
Autres actifs		
Autres passifs	113	114
Trésorerie nette		3 117

2.30. Actifs et passifs éventuels. — Néant.

2.31. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice. — Néant.

2.32. Principaux cours de conversion :

(Pour 1 euro)	Monnaies étrangères	Taux moyen	Taux de clôture
Etats-Unis	USD	1,2292	1,2713
Grande-bretagne	GBP	0,6871	0,6921
Suède	SEK	9,3258	9,2385
Tunisie	DT	1,6417	1,6798
Danemark	DKK	7,4602	7,4592
Chine	RMB	9,8721	10,1648
Mexique	MXN	13,3915	14,3708

2.33. Liste des filiales consolidées :

	% Détenu par Apem	Méthode de consolidation	Siège	Pays
Apem Components Ltd	90,00	I.G.	Bucks - Oxford	Angleterre
Apem Bauélémente GmbH	100,00	I.G.	Munich	Allemagne
Apem Benelux NV	90,00	I.G.	Zaventem - Bruxelles	Belgique
Apem BV	90,00	I.G.	Den Haag	Hollande
Apem AB	90,00	I.G.	Stockholm	Suède
Mec A/S	100,00	I.G.	Ballerup - Copenhague	Danemark
Apem Italia SRL	100,00	I.G.	Marene - Cueno	Italie
Sacema	99,66	I.G.	Ariana - Tunis	Tunisie
Sacelec	99,43	I.G.	Ariana - Tunis	Tunisie
Samelec	99,43	I.G.	Zaghouan	Tunisie
Apem Components Inc	100,00	I.G.	Haverhill - Massachussets	Etats-Unis
Apem Mexico SA de CV	99,96	I.G.	Santiago de Queretaro - Queretaro	Mexique
Apem (Wujin) Electronic Co. Ltd	100,00	I.G.	Henglin Town of Wujin - Jiangsu Province	Chine
Groupe Qwertec	99,85	I.G.	Caussade	France

2.34. Identité de la société-mère. — Apem est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Nord-Est : 7, place d'Iéna, 75116 Paris.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2006.

Période du 1er janvier 2006 au 30 juin 2006

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :
— l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Apem, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
— la vérification des informations données dans le rapport semestriel. Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.
Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.
Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 8 septembre 2006.
Les commissaires aux comptes :

Deloitte et Associés :

Alain Penanguer ;

Barbier Frinault & Autres ;

Ernst & Young :

Marc Stoessel.

0615755